



L'optimisme de la BAD sur la croissance de l'économie tunisienne en 2019/2020 (Rapport)

Pour les années 2019 et 2020, la croissance réelle du PIB de la Tunisie devrait poursuivre le rebond amorcé en 2017 (1,9%) pour atteindre 2,6% en 2018, portée par la bonne performance du secteur agricole (+8,7%) et celle des services marchands (+3,2%), selon le rapport de la Banque africaine de développement (BAD) "Les perspectives économiques en Afrique 2019", publié jeudi 17 janvier 2019.

Du côté de la demande globale, l'investissement (+5%) et les exportations (+2,7%) devraient s'imposer comme les deux principaux moteurs de croissance de l'économie tunisienne, pour cette année, ajoute le même rapport publié, depuis 2003 en présentant des données clés sur la performance et les perspectives économiques de l'Afrique.

Une diminution du déficit budgétaire, du compte courant et de l'inflation est attendue en 2019

Sur le plan macroéconomique, une diminution du déficit budgétaire et du compte courant devrait intervenir en 2018 et se poursuivre en 2019 et 2020, précise le document de la BAD.

Toutefois, cette décreue devrait être lente à cause de la masse salariale élevée et du caractère structurel du déficit commercial lié à la demande d'importations en augmentation de 16%, au cours des huit premiers mois de 2018, par rapport à 2017.

Le rapport évoque en outre une forte augmentation de l'inflation en 2018, en raison de l'incidence du taux de change, l'augmentation de la TVA et la hausse de l'inflation importée, ajoutant qu'elle devrait atteindre 7,4%, puis refluer, à partir de 2019, sous l'effet d'un resserrement de la politique monétaire par la Banque centrale de Tunisie (BCT) durant le 2e trimestre 2018.

Le rapport a rappelé dans ce cadre que le dinar s'est déprécié de 19%, par rapport au dollar américain et à l'euro, en 2018, ce qui a créé des tensions sur les réserves de change.

Repenser le rôle de l'Etat dans l'économie pour remédier au chômage et aux disparités régionales

Pour la BAD, le principal défi à moyen terme réside dans la lutte contre le chômage et la réduction des disparités régionales.

Le chômage touche en moyenne 15,4% de la population active et 31% des diplômés de l'enseignement supérieur, souligne encore le rapport, évoquant cependant des écarts très importants entre les régions côtières où se concentrent l'essentiel des investissements et des emplois et celles de l'intérieur.

La réduction de la fracture sociale et territoriale suppose un réexamen du modèle de développement et l'accélération des réformes structurelles, estiment les auteurs du rapport.

Et d'ajouter que le rôle et l'ampleur d'intervention de l'Etat dans l'économie doivent être repensés et privilégier l'efficacité de la dépense publique en ciblant les dépenses capables d'entraîner l'économie, notamment par rapport au secteur privé.

L'augmentation importante de la dépense publique, depuis 2011, qui a privilégié la dépense courante au détriment des dépenses d'investissement s'est effectuée à périmètre fiscal quasi constant en ayant recours à l'endettement, souligne encore la BAD.



Et de rappeler que la dette publique majoritairement composée de dette extérieure (70%) a augmenté de 71%, entre 2010 et 2018.

Des potentialités permettant d'accélérer la croissance

La Tunisie bénéficie de nombreuses opportunités à consolider et renforcer. En plus de sa proximité géographique avec l'Europe, la Tunisie dispose d'importantes potentialités agricoles et agroalimentaires pouvant relayer et accélérer la croissance et la création d'emplois, estime la BAD.

Avec une production moyenne de 190 mille tonnes, la Tunisie est devenue, en 2017, le deuxième producteur mondial d'huile d'olive derrière l'Espagne, et le développement du marché mondial pourrait permettre de doubler la production.

Le pays dispose également d'importants gisements de phosphate dont il était le cinquième producteur mondial, jusqu'en 2011, ainsi que de gisements gaziers pour sa consommation nationale, indique la BAD.

La banque panafricaine a, par ailleurs, recommandé l'amélioration des conditions de sécurité qui permet d'ouvrir de nouvelles perspectives pour la relance des investissements dans le secteur du tourisme.

Et d'ajouter que la Tunisie dispose d'une importante base industrielle diversifiée (aéronautique, industrie chimique et textile) qui nécessite une montée en gamme pour jouer un rôle déterminant dans la transformation structurelle de l'économie tunisienne.

Source : WMC